

L'Adresse

La troisième épreuve sera, dans le cadre de la restructuration du gouvernement, de corriger les faiblesses signalées par la Economic Recovery Commission de Terre-Neuve.

La quatrième épreuve est le facteur temps. Compte tenu de notre déficit de 45 milliards de dollars, pour cette année, et de notre dette d'un demi-billion, pourquoi faut-il que le processus prenne deux ans, alors qu'on possède tellement d'analyses et de réactions du public sur la question?

Le programme du Parti réformiste nous offre des conseils, des lignes directrices et des idées venant des électeurs. Le principe 10 de la constitution du Parti réformiste établit ceci: «Nous croyons que les Canadiens ont, personnellement et collectivement, la responsabilité de s'occuper et de prendre soin de ceux qui sont incapables de subvenir à leurs propres besoins.» On lit aussi dans notre programme que le gouvernement devrait d'abord mettre au point un régime de sécurité sociale complet, conçu pour les familles ou les ménages, administré à partir des recettes fiscales. En fait, ce régime pourrait remplacer tous les autres.

Notre programme propose ensuite d'étudier toutes les possibilités, y compris l'établissement d'un revenu annuel garanti, d'un fonds de valeurs mobilières et d'un impôt négatif sur le revenu, pour n'en nommer que quelques-unes.

Ensuite, on peut concevoir divers programmes destinés à encourager les familles, les collectivités, les organisations non gouvernementales et le secteur privé à assumer leurs responsabilités dans le domaine des services sociaux.

Il importe aussi de concevoir les services sociaux de façon qu'ils servent ceux qui en ont le plus besoin.

Enfin, assurons-nous que le financement de nos programmes sociaux pourra être maintenu à long terme.

Pour terminer, je prie tous les députés et les partis de coopérer et de collaborer à la réforme de nos filets de sécurité sociale. N'oublions pas qu'un filet a deux usages: il peut arrêter quelqu'un dans sa chute, mais il peut aussi emprisonner ses victimes. Tâchons de libérer ceux qui sont pris dans nos filets de sécurité sociale.

En 1989, un rapport du Conseil économique du Canada disait: «Nous devons transformer nos filets de sécurité en trampolines. Les gens ont besoin de travail, et non d'aide sociale, et c'est aussi ce qu'ils veulent. Les gens ont besoin de formation et de cours de recyclage pour survivre dans notre économie mondiale, et c'est aussi ce qu'ils veulent.»

M^{me} Judith Maxwell, l'ancienne présidente du Conseil économique du Canada, aurait déclaré la semaine dernière: «Des mesures pour favoriser l'acquisition de compétences et la mobilité pourraient servir de tremplin permettant aux gens d'échapper aux emplois incertains et peu payants. Il faut montrer aux travailleurs canadiens à emprunter la nouvelle superautoroute de l'information pour arriver à leurs fins.»

• (2005)

Je crois également que les Canadiens ont le droit de vivre là où ils le veulent dans ce grand pays qui est le nôtre, mais ils n'ont pas le droit d'être à la charge de l'État de façon permanente. Il

faut que nous introduisions dans le système des incitatifs pour que les gens ne comptent que sur eux et non sur le gouvernement.

Aidons les gens à s'aider eux-mêmes. Éliminons le double emploi dans les bureaucraties fédérale et provinciale. Aidons ceux qui en ont le plus besoin. Assurons-nous que nos dépenses sociales sont un investissement dans l'avenir. Et par-dessus tout, montrons aux électeurs que leurs impôts sont dépensés à bon escient.

J'exhorte la Chambre à appuyer le recours à des votes libres, de façon à ce que les députés puissent exprimer les désirs de leurs électeurs. J'exhorte tous les députés à appuyer toutes les motions présentées à la Chambre en vue de réduire le fardeau fiscal de tous les Canadiens.

[Français]

M. Philippe Paré (Louis-Hébert): Monsieur le Président, j'aimerais commenter les propos du député de Yorkton—Melville. Je conçois qu'il puisse être possible de revoir certains éléments des programmes sociaux et des programmes de soins de santé au Canada. Cependant, le faire en attaquant l'assurance-chômage et les prestataires d'aide sociale, c'est un peu présumer que les responsables de la situation économique actuelle au Canada et de la situation des finances publiques sont les plus démunis de la société. Or, on sait qu'il n'en est rien. Le système maintient des abus, et on en a énuméré un certain nombre encore cette semaine. On a parlé des abris fiscaux qui sont généralisés et des fiducies familiales qui sont exemptes d'impôt. On pourrait également remettre en question les 12 milliards de dollars que le Canada a investis dans la défense nationale. On a donné un exemple très concret cette semaine. Une question a été posée justement par le chef du Parti réformiste: comment se fait-il que le gouverneur général du Canada ne paie pas d'impôt, alors que son salaire est de l'ordre de 97 000 \$? Ça paraît bien quand on pose ce genre de question, mais du même coup, on dénonce les programmes sociaux comme étant les responsables de la situation économique actuelle. Cela n'a aucun sens. Les Canadiens doivent être davantage sensibilisés à la nécessité d'être compatisants à l'endroit des personnes les plus faibles. Qu'il y ait des abus, je suis d'accord. Il y en a sans doute, et il faut les éliminer, mais de grâce, ne sacrifions pas ce qui fait l'envie du Canada.

Cette semaine, on nous a dit que le coût des soins de santé au Canada représentait 7 ou 8 p. 100 du PIB, alors qu'aux États-Unis, ce coût est de l'ordre de 12 ou 15 p. 100. Ce n'est pas vrai que ce régime coûte cher. Ce qui est vrai, c'est que la dette publique coûte cher, trop cher, et que c'est elle qui est responsable de la nécessité apparente de couper dans les programmes sociaux. C'est la partie la plus facile à couper, parce qu'on coupe chez les faibles.

[Traduction]

M. Breitreuz (Yorkton—Melville): Monsieur le Président, je ne sais si c'était une question ou une déclaration. J'aimerais relever une observation faite par le député.

C'est justement parce que nous avons de la compassion pour les pauvres, les démunis, les membres de la société les moins nantis, que nous devons remanier ces programmes, car nous ne pouvons pas nous permettre de continuer à accroître le déficit et la dette au point où tout le système s'effondrera et nous nous retrouverons sans rien.